



COMÉDIE
FRANÇAISE

RICHELIEU
VX-COLOMBIER
STUDIO

Annexe 1 Clauses RGPD

Table des matières

| | |
|--|----|
| 1. Définitions | 3 |
| 2. Stipulations générales | 4 |
| 3. Description des traitements | 4 |
| 4. Garanties de la Comédie-Française | 6 |
| 5. Obligations du Titulaire | 6 |
| 6. Sécurité | 7 |
| 7. Violation de données | 8 |
| 8. Sous-traitance de rang inférieur | 8 |
| 9. Flux transfrontières de données | 9 |
| 10. Tenue du registre | 9 |
| 11. Conservation des données | 9 |
| 12. Vérifications | 10 |
| 13. Coopération | 11 |

1. Définitions

Le Règlement Européen relatif à la protection des données à caractère personnel (EU 679/2016 – dit RGPD) nous donne les définitions suivantes dans son article 4 :

- i. « **Consentement** » de la personne concernée, toute manifestation de volonté, libre, spécifique, éclairée et univoque par laquelle la personne concernée accepte, par une déclaration ou par un acte positif clair, que des données à caractère personnel la concernant fassent l'objet d'un traitement ;
- ii. « **Destinataire** », la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou tout autre organisme qui reçoit communication de données à caractère personnel, qu'il s'agisse ou non d'un tiers. Toutefois, les autorités publiques qui sont susceptibles de recevoir communication de données à caractère personnel dans le cadre d'une mission d'enquête particulière conformément au droit de l'Union ou au droit d'un État membre ne sont pas considérées comme des destinataires ; le traitement de ces données par les autorités publiques en question est conforme aux règles applicables en matière de protection des données en fonction des finalités du traitement ;
- iii. « **Données à caractère personnel** », toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable (ci-après dénommée « personne concernée ») ; est réputée être une « personne physique identifiable » une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale. Les Données à caractère personnel sont ci-après désignées « Données » et/ou « DCP ». Il est précisé que le terme « Données » désigne :
 - Les « Données First Party » : désigne l'ensemble des données « propriétaires » dont dispose la Comédie-Française agissant en qualité de responsable de traitement.
 - Les « Données Second Party » : désigne des données personnelles relatives aux adhérents ou prospects, qui proviennent essentiellement d'un partenaire business qui a accepté de les partager avec la Comédie-Française et qui viennent donc enrichir et compléter les Données First Party.
- iv. « **Fichier** », tout ensemble structuré de données à caractère personnel accessibles selon des critères déterminés, que cet ensemble soit centralisé, décentralisé ou réparti de manière fonctionnelle ou géographique ;
- v. « **Finalité** », l'objectif principal des traitements de données à caractère personnel réalisés durant la prestation ;
- vi. « **Profilage** », toute forme de traitement automatisé de données à caractère personnel consistant à utiliser ces données à caractère personnel pour évaluer certains aspects personnels relatifs à une personne physique, notamment pour analyser ou prédire des éléments concernant le rendement au travail, la situation économique, la santé, les préférences personnelles, les intérêts, la fiabilité, le comportement, la localisation ou les déplacements de cette personne physique ;
- vii. « **Responsable du Traitement** », la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement. la Comédie-Française est ici le responsable de traitement pour les traitements définis à l'article 3.2. Le **Titulaire et la Comédie-Française** peuvent également être responsables du

traitement, chacun de leur côté pour les traitements définis à l'article 3.1.

- viii. « **Sous-traitant** », la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement. Le **Titulaire** est ici le Sous- traitant pour les traitements définis à l'article 3.2.
- ix. « **Tiers** », une personne physique ou morale, une autorité publique, un service ou un organisme autre que la personne concernée, le responsable du traitement, le sous-traitant et les personnes qui, placées sous l'autorité directe du responsable du traitement ou du sous-traitant, sont autorisées à traiter les données à caractère personnel ;
- x. « **Traitement** », toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des données ou des ensembles de données à caractère personnel, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction ;
- xi. « **Violation de données à caractère personnel** », une violation de la sécurité entraînant de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données.

2. Stipulations générales

Chaque Partie rappelle à l'autre Partie le caractère stratégique et strictement confidentiel de toutes les données à caractère personnel. Chaque Partie reconnaît que l'ensemble des données et fichiers communiqués :

- est soumis au respect de la réglementation applicable en France et dans l'Union européenne dans le domaine de la protection des données à caractère personnel (« Réglementation Informatique et libertés »), incluant notamment :
 - La loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et ses éventuelles mises à jour ;
 - Le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (règlement général sur la protection des données) abrogeant la Directive 95/46/CE, applicable à partir du 25 mai 2018 ;
 - Le cas échéant, les textes adoptés au sein de l'Union européenne et les lois locales susceptibles de s'appliquer aux données à caractère personnel traitées dans le cadre du marché ;
 - Les textes et décisions émanant d'autorités de contrôle, notamment de la Commission nationale de l'Informatique et des libertés (Cnil) ; et
- relève de la vie privée et du secret professionnel.

Pour la prestation objet du marché impliquant les traitements définis à l'article 3.2, le Titulaire, est le sous-traitant de la Comédie-Française au sens de la l'article 28 du règlement général sur la protection des données.

Le Titulaire s'engage à mettre en place toutes les procédures nécessaires pour en assurer la confidentialité et la plus grande sécurité.

3. Description des traitements

3.1 Traitement de Données à caractère personnel pour les besoins de la gestion de la relation contractuelle

Dans le cadre de l'exécution du marché, le Titulaire, en qualité de Responsable de Traitement, est amené à collecter et traiter des DCP concernant la Comédie-Française ou ses salariés dans le cadre de la gestion de la relation client. A ce titre, les Données à caractère personnel de la Comédie-Française pourront être traitées par les services habilités du Titulaire à des fins de gestion :

(i) de la relation contractuelle et des activités de facturation et de recouvrement. Le traitement mis en œuvre dans ce cadre est fondé sur l'exécution d'un contrat, dans la mesure où ce traitement est nécessaire à la bonne exécution de la relation contractuelle et commerciale avec la Comédie-Française et au respect de ses obligations légales par le Titulaire. Les Données traitées dans ce cadre par les services habilités du Titulaire seront conservées par le Titulaire pendant la durée de la relation contractuelle augmentée de la durée de prescription légale applicable.

(ii) de référencement dans la base client du Titulaire et de prospection commerciale (incluant des invitations aux événements organisés par le Titulaire ou l'envoi de newsletters et d'actualités en lien avec le secteur d'activité du Titulaire). Le traitement mis en œuvre dans ce cadre est fondé sur l'intérêt légitime et sur la base de la relation contractuelle. Les Données traitées dans ce cadre par les services habilités du Titulaire seront conservées par le Titulaire conformément à la durée de conservation définie par l'Autorité de Contrôle. La Comédie-Française et/ou ses salariés disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition, d'effacement, d'un droit à la limitation du traitement et de portabilité dans les conditions prévues aux articles 16 à 18, 20 et 21 du RGPD ainsi que du droit de transmettre des directives post-mortem. La Comédie-Française et/ou ses salariés peuvent exercer ces droits en contactant le Titulaire aux coordonnées qu'il aura précisé dans l'annexe 2 « CCPAE – Cadre de Réponse RGPD.xls ». La Comédie-Française et/ou ses salariés peuvent introduire une réclamation auprès de l'Autorité de contrôle concernée, s'ils considèrent que leurs droits n'ont pas été respectés.

Réciproquement, la Comédie-Française, en qualité de Responsable de Traitement, est amené à collecter et traiter des DCP concernant le Titulaire ou ses salariés afin d'assurer la gestion fournisseur et la gestion des relations contractuelles avec le Titulaire. Le traitement mis en œuvre dans ce cadre est fondé sur l'exécution du Contrat, dans la mesure où ce traitement est nécessaire à la bonne exécution de la relation contractuelle et commerciale avec le Titulaire et au respect de ses obligations légales par la Comédie-Française. Les Données à caractère personnel traitées dans ce cadre seront conservées par la Comédie-Française pendant la durée de la relation contractuelle augmentée de la durée de prescription légale applicable. Le Titulaire et/ou ses salariés disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition, d'effacement, d'un droit à la limitation du traitement et de portabilité dans les conditions prévues aux articles 16 à 18, 20 et 21 du RGPD ainsi que du droit de transmettre des directives post-mortem. Le Titulaire et/ou ses salariés peuvent exercer ces droits en contactant la Comédie-Française à l'adresse électronique suivante : protection.des.donnees@comedie-francaise.org ou l'adresse postale suivante : Comédie-Française, 1 place Colette 75001 PARIS. Le Titulaire et/ou ses salariés peuvent introduire une réclamation auprès de l'Autorité de contrôle concernée.

3.2 Traitement de Données à caractère personnel pour les besoins de la réalisation des prestations, objet du marché

L'exécution des prestations commandées par la Comédie-Française implique que le Titulaire accède et traite des DCP en qualité de Sous-Traitant.

Afin de prouver qu'il dispose de garanties suffisantes lui permettant de traiter les DCP de la Comédie-Française, le Titulaire devra préciser dans l'annexe n°2 intitulé, « CCPAE – Cadre de Réponse RGPD.xls » : la politique de conformité mise en place au sein de son organisation, la liste des sous-traitants qui seront impliqués dans l'exécution du marché, le lieu d'hébergement des serveurs contenant les DCP (lorsque l'hébergement n'est pas opéré par la Comédie-Française sur ses propres infrastructures), et les mesures de sécurité prévues pour assurer l'intégrité et la fiabilité des données à caractère personnel mises à sa disposition.

4. Garanties de la Comédie-Française

Le Titulaire garantit à la Comédie-Française le respect des obligations légales et réglementaires lui incombant au titre notamment de la réglementation Informatique et libertés et le respect de ses obligations dans le cadre du marché. OPCO Mobilités procédera à toute formalité requise par la réglementation Informatique et libertés auprès de l'autorité de contrôle des données et informera, le cas échéant, les personnes concernées par le traitement de données à caractère personnel. La Comédie-Française est seul responsable de l'exploitation des DCP qu'il effectue et des instructions qu'il donne au Titulaire afin qu'elle traite elle-même les DCP, ces dernières étant documentées par écrit. Les règles de gestion des DCP sont définies par ses soins, notamment les délais de purge.

5. Obligations du Titulaire

Le Titulaire garantit à la Comédie-Française le respect des obligations légales et réglementaires lui incombant au titre notamment de la Réglementation Informatique et libertés et le respect de ses obligations dans le cadre du marché.

Le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires au respect par lui-même et par son personnel de ses obligations et notamment à :

- ne pas traiter, consulter les données à d'autres fins que l'exécution de la prestation qu'il effectue pour la Comédie-Française au titre des présentes ;
- ne pas traiter, consulter les données en dehors du cadre des instructions documentées et des autorisations reçues de la Comédie-Française y compris en ce qui concerne les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, à moins que le Titulaire ne soit tenu d'y procéder en vertu d'une disposition impérative résultant du droit communautaire ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis ; dans ce cas, le Titulaire informera la Comédie-Française de cette obligation juridique avant le traitement des données, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
- maintenir l'intégrité des données ;
- Tenir compte de la nature de chaque traitement de DCP et des informations mises à sa disposition ;
- Assurer la protection des DCP et des traitements y afférents qui lui sont confiés, conformément à la réglementation applicable en la matière et aux stipulations du présent article.
- ne pas louer, ou céder à une autre personne (physique ou morale), tout ou partie des DCP, même à titre gratuit.
- prendre toute mesure permettant d'empêcher toute utilisation détournée, malveillante ou frauduleuse des données et des fichiers ;
- ne pas effectuer d'autres études statistiques sur les données que celles autorisées par la Comédie-Française ou des traitements autre que ceux demandés par la Comédie-Française ;
- ne pas utiliser les données et systèmes objets du présent marché à des fins de formations internes de ses équipes ou sous-traitants ;
- ne pas utiliser les données et systèmes objets du présent marché à des fins de démonstration ;
- ne pas copier les systèmes et données sur des environnements autres que ceux de la Comédie-Française ou validés par ce dernier ;
- informer dans les plus brefs délais la Comédie-Française si, selon lui, une instruction constitue une violation de la réglementation Informatique et Libertés.
- corriger, mettre à jour, modifier ou supprimer les DCP sur instructions écrites de la Comédie-Française ;
- coopérer avec les Autorités de contrôle, à la demande de celles-ci, dans l'exécution de ses missions
- aider la Comédie-Française à garantir le respect des obligations prévues aux articles 32 à 36 du RGPD, compte tenu de la nature du Traitement et des informations à la disposition du Titulaire.

Les parties conviennent que la notion d'instruction (définie comme les expressions du besoin la Comédie-Française dans le cadre du marché), est considérée comme étant acquise lorsque le Titulaire agit dans le cadre de l'exécution du marché.

Par ailleurs, le Titulaire s'interdit :

- la consultation, le traitement de données autres que celles concernées par les présentes et ce, même si l'accès à ces données est techniquement possible ;
- de divulguer à des tiers autres que ceux qui auront été acceptés par la Comédie-Française, sous quelque forme que ce soit, tout ou partie des données exploitées ;

Le Titulaire s'engage à prendre toute mesure utile afin de garantir que seules les personnes physiques agissant sous son autorité et ayant nécessairement accès aux données à caractère personnel soient autorisées à traiter les données personnelles. Ce principe n'autorise aucune dérogation sauf demandes et instructions écrites de la Comédie-Française, ou à moins d'y être obligé par une disposition impérative résultant du droit communautaire ou du droit d'un Etat membre de l'Union européenne applicable aux traitements objet des présentes. Le Titulaire veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité des données ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.

Il reconnaît et accepte qu'il ne peut agir, en matière de traitement des données et des fichiers auxquels il peut avoir accès, que conformément aux termes du présent marché.

En tant que sous-traitant, le Titulaire :

- tient un registre des activités des traitements réalisés pour le compte de la Comédie-Française conformément à l'article 30.2 du Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 ;
- communique à la Comédie-Française les coordonnées de son Délégué à la Protection des Données ou à défaut la personne référente en matière de protection des données de son entité.

6. Sécurité

Le Titulaire s'engage conformément à la réglementation Informatique et libertés, à prendre toutes précautions utiles au regard de la nature des données et des risques présentés par le traitement, pour préserver la sécurité et la confidentialité des données des fichiers et notamment empêcher toute déformation, altération, endommagement, destruction de manière fortuite ou illicite, perte, divulgation et/ou tout accès par des tiers non autorisés préalablement.

Il met en œuvre toute mesure technique et organisationnelle appropriée pour protéger les données à caractère personnel, en prenant en compte l'état actuel des connaissances, les coûts de mise en œuvre et la nature, portée, contexte et les finalités du traitement ainsi que les risques, dont le degré de probabilité et de gravité varie, pour les droits et libertés des personnes physiques, afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque.

Les moyens mis en œuvre par le Titulaire destiné à assurer la sécurité et la confidentialité des données sont définis dans son offre.

Le Titulaire s'engage à maintenir ces moyens tout au long de l'exécution du marché et à défaut, à en informer immédiatement la Comédie-Française

En tout état de cause, le Titulaire s'engage en cas de changement des moyens visant à assurer la sécurité et la confidentialité des données et des fichiers, à les remplacer par des moyens d'une performance supérieure. Aucune évolution ne pourra conduire à une régression du niveau de sécurité.

7. Violation de données

Le Titulaire s'engage à notifier à la Comédie-Française, dans un délai maximal de 72 heures, après en avoir pris connaissance, toute violation de donnée à caractère personnel, soit toute violation de la sécurité entraînant de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données.

Cette notification doit être envoyée à la personne désignée comme point de contact, par téléphone et par courrier électronique, puis confirmée par lettre recommandée avec accusé de réception. Selon les informations dont dispose le Titulaire, cette notification doit préciser toute ou partie des informations suivantes : la nature et les conséquences de la violation des données, les catégories de données concernées, les mesures prises avant le constat de la violation, celles prises juste après le constat, celles devant empêcher que la violation ne se réitère dans le temps, les personnes auprès desquelles des informations supplémentaires peuvent être obtenues, et lorsque cela est possible, une estimation du nombre de personnes susceptibles d'être impactées par la violation en cause. Dans le cas où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Le Titulaire s'engage, selon les informations dont il dispose, à collaborer activement avec la Comédie-Française pour qu'il soit en mesure de répondre à ses obligations réglementaires et contractuelles. Il revient uniquement à la Comédie-Française, en tant que responsable du traitement, de notifier cette violation de données à l'autorité de contrôle compétente ainsi que, le cas échéant, à la personne concernée.

8. Sous-traitance de rang inférieur

Le Titulaire ne peut sous-traiter, au sens de la réglementation Informatique et libertés, tout ou partie de la prestation spécifique impliquant le traitement des données personnelles pour le compte de la Comédie-Française notamment vers un pays hors de l'Union européenne, qu'après avoir obtenu l'accord préalable, écrit et exprès de la Comédie-Française et ce même si le pays concerné est considéré comme adéquat au sens du RGPD. Dans l'éventualité d'un accord pour des transferts de données de la Comédie-Française vers un pays considéré adéquat, au sens du RGPD, au début de la relation contractuelle, le Titulaire fait son affaire du rapatriement (hébergement) des données vers un pays adéquat ou de l'UE si le pays d'hébergement initial perd son statut d'adéquation.

Dans l'hypothèse où le Titulaire aurait été expressément autorisé à sous-traiter les prestations objet du marché, il s'engage à :

- informer et signer avec son sous-traitant ultérieur un contrat écrit faisant référence au présent marché et en particulier au présent article, et imposant au sous-traitant ultérieur des obligations en matière de protection des données au moins équivalentes à celles fixées dans le présent article ;
- mettre à la charge de son sous-traitant toutes obligations nécessaires pour que soient respectées la confidentialité, la sécurité et l'intégrité des données, et pour que lesdites données ne puissent être ni cédées ou louées à un tiers à titre gratuit ou non, ni utilisées à d'autres fins que celles définies dans le présent article. Etant entendu :
 - que le délai d'information de toute violation de données à caractère personnel, établi à soixante-douze (72) heures maximum, sera partagé entre le Titulaire et ses sous-traitants,
 - que le délai de transmission des demandes d'exercice de droits des personnes concernées sera partagé entre le Titulaire et ses sous-traitants,

- que la Comédie-Française pourra demander dans la limite d'une fois par an et à ses frais au Titulaire de conduire des audits de conformité de l'ensemble de ses sous-traitants.
- communiquer à la Comédie-Française une description des éléments du contrat, relatifs la mise en œuvre des obligations relatives à la protection des données à caractère personnel ;
- en cas d'autorisation écrite générale, informer la Comédie-Française de toute modification prévue concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants, afin de permettre à la Comédie-Française, le cas échéant, d'émettre des objections à l'encontre de ces changements ;
- tenir à la disposition de la Comédie-Française une liste du ou des sous-traitants impliqués dans le traitement de données à caractère personnel.

Lorsque ses sous-traitants ultérieurs ne remplissent pas leurs obligations en matière de protection des données, le Titulaire demeure pleinement responsable devant la Comédie-Française de l'exécution par les sous-traitants de leurs obligations.

Il est précisé que le Titulaire devra veiller à ce que ses préposés et Sous-Traitants Ultérieurs en charge des Prestations et ayant accès aux DCP soient soumis à une obligation légale ou conventionnelle de confidentialité et de sécurité appropriée.

9. Flux transfrontières de données

En cas de transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers, n'appartenant pas à l'Union européenne, ou vers une organisation internationale, le Titulaire devra obtenir l'accord préalable écrit de la Comédie-Française.

Si cet accord est donné, le Titulaire s'engage à coopérer avec la Comédie-Française afin d'assurer :

- le respect des procédures permettant de se conformer à la Réglementation Informatique et libertés, par exemple dans le cas où une autorisation de la part de la Cnil apparaîtrait nécessaire ;
- si besoin, la conclusion d'un ou plusieurs contrats permettant d'encadrer les flux transfrontières de données. Le Titulaire s'engage en particulier, si nécessaire, à signer de tels contrat avec la Comédie-Française et/ou à obtenir la conclusion de tels contrats par ses sous-traitants ultérieurs. Pour ce faire, il est convenu entre les Parties que les clauses contractuelles types publiées par la Commission Européenne seront utilisées pour encadrer les flux transfrontières de données.

10. Tenue du registre

Le Titulaire, en tant que sous-traitant, s'engage à tenir un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable du traitement, conformément aux dispositions de l'article 30.2 du règlement général sur la protection des données. Le Titulaire donnera à la Comédie-Française accès au registre sur demande.

11. Conservation des données

Le Titulaire s'engage à respecter la durée de conservation des DCP, dont il a été informé par la Comédie-Française.

A l'issue du marché, le Titulaire et la Comédie-Française s'engagent à mettre en œuvre, d'un commun accord, des modalités de suppression de données à caractère personnel. Les Parties conviennent des principes suivants :

- aucune donnée personnelle ne pourra être détruite à échéance du marché sans l'autorisation formelle et préalable de la Comédie-Française;
- aucune donnée personnelle ne pourra être conservée, stockée, sauvegardée à échéance du marché sans l'autorisation formelle et préalable de la Comédie-Française.

Dans l'hypothèse où le droit communautaire ou le droit d'un Etat membre exigerait la conservation des données à caractère personnel, Titulaire informera la Comédie-Française cette obligation.

Le Titulaire s'engage à fournir à la Comédie-Française, à première demande, un certificat de suppression des données à caractère personnel.

12. Vérifications

A la demande de la Comédie-Française, le Titulaire devra établir une attestation ou transmettre toute information nécessaire pour démontrer que les règles prévues par la présente annexe ont bien été respectées.

La Comédie-Française se réserve le droit de procéder, à ses frais, à toutes vérifications qui lui paraissent utiles pour constater le respect des obligations précitées, et notamment en procédant à un audit de sécurité auprès du Titulaire.

Le Titulaire s'engage à répondre aux demandes d'audit de la Comédie-Française effectuées par lui-même ou par un tiers de confiance qu'il aura sélectionné, reconnu en tant qu'auditeur indépendant, c'est-à-dire indépendant du Titulaire, ayant une qualification adéquate, et libre de fournir les détails de ses remarques et conclusion d'audit à la Comédie-Française. En cas de recours à un auditeur externe, ce dernier ne devra pas exercer une activité concurrente à celles du Titulaire et/ou entretenir des liens financiers directs ou indirects avec une société exerçant une activité concurrente à celle du Titulaire. Avant la tenue de l'audit, la Comédie-Française, le Titulaire et l'auditeur devront signer un accord de confidentialité, et l'auditeur doit s'engager notamment à n'utiliser les informations communiquées dans le cadre de l'audit que pour les stricts besoins de la réalisation de l'audit.

Les audits doivent permettre une analyse du respect par Titulaire de ses obligations au titre de la présente annexe et des présentes, ainsi qu'au titre de la réglementation Informatique et libertés. Ils doivent permettre notamment de s'assurer que les mesures de sécurité et de confidentialité mises en place ne peuvent être contournées sans que cela ne soit détecté et notifié.

L'audit pourra être réalisé par la Comédie-Française au maximum une (1) fois par an pendant la durée du Contrat. OPCO Mobilités devra informer le Titulaire de la tenue de l'audit au moins quinze (15) jours ouvrés avant le début de l'audit.

Il est entendu entre les Parties que la rémunération de l'auditeur ne pourra en aucun cas être assise en tout ou partie sur les éventuelles non-conformités décelées dans le cadre de l'audit.

Les principes suivants s'appliqueront en toutes circonstances à la tenue de chaque audit :

- 1) Il est expressément convenu que ne seront pas soumis à l'audit : toute donnée financière ou donnée à caractère personnel qui ne concerne pas la Comédie-Française, toute information dont la divulgation serait susceptible d'affecter la sécurité des systèmes et/ou données du Titulaire (par exemple risque pour la confidentialité des informations) ou d'autres clients du Titulaire, et le code source des programmes informatiques utilisés dans le cadre de la fourniture des Prestations.
- 2) La durée de l'audit ne dépassera pas trois (3) jours ouvrables.
- 3) L'auditeur ne pourra pas faire copie de document, fichier, donnée ou information, en tout ou partie, ni prendre des photos, numériser, ou capter des enregistrements sonores, vidéo ou informatiques. Il ne pourra pas non plus demander que tout ou partie que ces éléments lui soient fournis ou envoyés. Le Titulaire pourra organiser une monnaie de documents sensibles dans une salle sécurisée (black room).
- 4) L'audit devra se dérouler pendant les heures d'ouverture normales des bureaux du Titulaire et sera conduit de façon à ne pas gêner la fourniture des Prestations ni de toute autre activité effectuée par le

Titulaire au bénéfice de ses autres clients, lesquels resteront en tous cas de figure prioritaires sur la réalisation de l'audit. Le Titulaire pourra à tout moment interrompre l'audit si la fourniture des Prestations ou de toute autre activité effectuée au bénéfice de ses autres clients exige que les ressources et/ou les moyens occupés par l'audit soient mobilisés à d'autres fins.

L'audit est contradictoire, le rapport d'audit devra être transmis au Titulaire dans un délai de huit (8) jours ouvrés à compter de la fin de l'audit. Le Titulaire pourra faire part de ses éventuelles observations sur le rapport d'audit dans un délai de quinze (15) jours ouvrés, qui seront intégrées au rapport final de l'audit. Les Parties se rencontreront et discuteront des éventuelles mesures qui devront être mises en place.

13. Coopération

Compte tenu de la nature du Traitement et des informations à sa disposition, le Titulaire s'engage à coopérer avec la Comédie-Française afin de permettre :

- la gestion des demandes d'exercice de droits des personnes concernées et notamment de leur droit d'accès aux données qui les concernent. Si une personne concernée devait contacter directement le Titulaire pour exercer ses droits d'accès, de rectification, de suppression et/ou d'opposition ou pour toute autre demande liée à la protection des données à caractère personnel, le Titulaire communiquera à la Comédie-Française dans un délai de 5 jours ouvrés les demandes qui lui seront parvenues. Le Titulaire ne pourra répondre à la demande d'une personne concernée que sur instruction de la Comédie-Française ;
- la réalisation de toute analyse d'impact que la Comédie-Française déciderait d'effectuer, afin d'évaluer les risques qu'un traitement fait peser sur les droits et libertés des personnes et d'identifier les mesures à mettre en œuvre pour faire face à ces risques, et la consultation de l'autorité de contrôle ;
- plus généralement, le respect des obligations pesant sur la Comédie-Française au regard de la réglementation Informatique et libertés, telles que notamment ses obligations de notification à l'autorité de contrôle et de communication d'une violation de données aux personnes concernées.

En cas de contrôle d'une autorité compétente, les Parties s'engagent à coopérer entre elles et avec l'autorité de contrôle.

Dans le cas où le contrôle mené ne concernerait que les traitements mis en œuvre par le Titulaire en tant que responsable du traitement, le Titulaire fera son affaire du contrôle et s'interdira de communiquer ou de faire état des données à caractère personnel de la Comédie-Française.

Dans le cas où le contrôle mené chez le Titulaire concernerait le traitement mis en œuvre au nom et pour le compte de la Comédie-Française, le Titulaire s'engage à en informer immédiatement la Comédie-Française et à ne prendre aucun engagement pour elle.

En cas de contrôle d'une autorité compétente chez la Comédie-Française portant notamment sur les prestations délivrées par le Titulaire, ce dernier s'engage à coopérer avec la Comédie-Française et à lui fournir toute information dont ce dernier pourrait avoir besoin ou qui s'avèrerait nécessaire.